

Protection infantile

Connaître les dix droits fondamentaux d'un enfant : un impératif !

R.H.A
Libreville/Gabon

AUSSI petits soient-ils, nos enfants sont des êtres vulnérables et ont des droits. En tant qu'êtres humains, les Nations unies ont élaboré dix droits dont doivent jouir les enfants. Et que les parents, enseignants, organisations non gouvernementales (ONG) et associations se doivent de connaître. C'est pour vulgariser et revisiter l'ensemble de ces droits fondamentaux de l'enfant que l'Ong "Cri de cœur contre le harcèlement" a dernièrement organisé un séminaire de formation à American Corner de Libreville. La présidente de cette plateforme associative, Marie Florentine Ndembet, aidée par des spécialistes de la question, a exposé l'ensemble des maux qui minent l'univers des tout-petits dans leur globalité. Le harcèlement en milieu scolaire et familial, source de décrochage scolaire, a, une fois de plus, été mis à l'index par les psychologues. « Nous devons tous connaître les dix droits fondamentaux de l'enfant. C'est une exigence dans la



Photo : R.H.A

Marie Florentine Ndembet, présidente de l'Ong "Cri de cœur contre le harcèlement".

protection de l'enfant. Nous, parents, avons tendance à omettre qu'ils ont aussi des droits. Donner la vie ne suffit pas toujours. Pour leur épanouissement, nous devons suivre les recommandations formulées par les Nations unies à leur endroit. Pour protéger nos enfants, nous devons d'abord savoir quels sont leurs droits», a insisté Mme Ndembet. En clair, l'enfant a le droit "d'être protégé contre toute forme de discrimination en raison de sa race,

de sa religion, de son origine ou de son sexe". Il a le droit "d'avoir un nom et une nationalité, une alimentation suffisante et saine, d'être soigné(e) et de bénéficier de soins et de traitement adaptés à l'âge, à l'éducation, d'être nourri(e), logé(e) et de grandir dans de bonnes conditions, de jouer, de rire, de rêver"... Le facilitateur convié à cette rencontre, Melanie Mbadinga Matsanga, a, pour sa part, invité les Ong et associations à mener des campagnes de



Photo : R.H.A

Responsables d'associations, enseignants et parents d'élèves présents à ce séminaire.

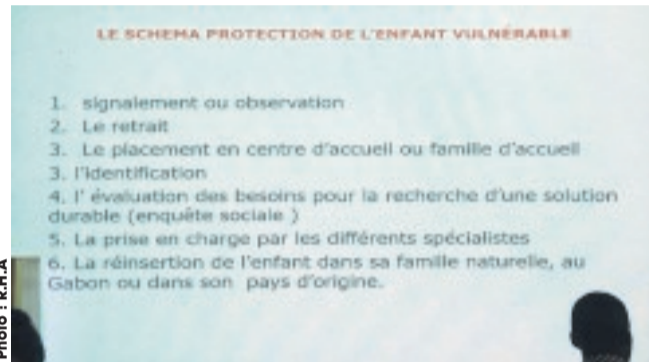


Photo : R.H.A

Présentation des dix droits des enfants par un expert.

communication pour que l'information soit mieux transmise. Elle a également évoqué la question de la prise en charge des enfants maltraités, qui passe par « le signalement ou observation, le retrait, le placement dans une famille d'accueil, l'identification, l'évaluation des besoins pour la recherche d'une solution durable...»

En somme, le bien-être des enfants est une problématique qui implique aussi bien les acteurs de la société civile que les parents. Les exposants ont, par ailleurs, précisé que la sécurité d'un enfant commence par la cellule familiale. Une prise de conscience collective est, de ce fait, exigée.

Lancement des activités de l'Association nationale des travailleurs sociaux du Gabon

Antras-G fixe son cap



Photo : Prissilla Moussavou Mouify

Le bureau exécutif d'Antras-G lors du lancement des activités de la structure.



Photo : Prissilla Moussavou Mouify

L'assistance lors de la manifestation.

P.M.M
Libreville/Gabon

LES membres de l'Association nationale des travailleurs sociaux du Gabon (Antras-G) se sont retrouvés dernièrement au complexe social Benoît Messani, à Libreville, pour le lancement officiel de leurs activités. Ainsi, assistants sociaux, psychologues, psychothérapeutes, éducateurs des jeunes enfants,

spécialisés, tous les professionnels que compte ce regroupement associatif, ont échangé sur leurs missions, avant de s'appesantir sur le programme annuel de leurs activités. Créée en 2011 par un groupe de travailleurs sociaux, l'Antras-G a pour mission principale de fédérer les travailleurs sociaux du Gabon autour d'un idéal commun : promouvoir et défendre les métiers liés au travail social. Cette association compte en son sein une soixan-

taine de membres qui luttent, entre autres, contre l'exclusion sociale et œuvrent pour l'assistance aux personnes vulnérables, la formation, l'éducation et la sensibilisation des travailleurs sociaux. «Le but de notre association est de faire connaître les domaines de compétences des travailleurs sociaux, de montrer l'importance de ces derniers dans la mise en place des politiques sociales, de promouvoir la solidarité et l'entraide», a souligné Irène Constance Kenguel,

présidente intérimaire de l'Antras-G. Pour l'année 2019, l'essentiel des activités de l'Antras-G sera tourné vers des rencontres avec les autorités, en vue de la faire connaître, mais aussi des campagnes de mobilisation auprès de travailleurs sociaux... «Nous mettrons également en place des cellules internes ou organes techniques, des consultations et la préparation de la régionalisation de l'association par l'installation des bureaux provinciaux. Nous

avons aussi comme autre projet, la reconnaissance ou l'institutionnalisation de la journée mondiale du travail social au Gabon», a indiqué Serge Anicet Mouloungui, secrétaire général d'Antras-G. Parce que ce mouvement associatif entend se faire une place aussi bien au niveau national qu'international, son bureau exécutif invite tous les travailleurs sociaux à le rejoindre, afin de relever les nombreux défis professionnels et sociaux au Gabon.

Ici et ailleurs

•Médias
Africa Radio pour remplacer Africa N°1 ?



Photo : AFP

Africa Radio, qui ambitionne de remplacer la défunte radio panafricaine Africa N°1, émet à partir d'Abidjan, en Côte d'Ivoire, et célébrera officiellement son lancement le 12 juin, a-t-on appris hier auprès des actionnaires. "Africa Radio s'installe à Abidjan et émet déjà en 91.1 en FM", a affirmé à l'AFP Salif Traoré, dit A'Salfo, leader du groupe ivoirien Magic System, un des actionnaires. La nouvelle radio panafricaine, qui entend s'établir dans les 17 grandes capitales d'Afrique francophones, a déjà obtenu une fréquence au Congo, avant Dakar (Sénégal), Yaoundé (Cameroun) et Ouagadougou (Burkina Faso). "Il vaut mieux que les informations sur l'Afrique partent d'Afrique (...). C'est cela qui nous a attirés", a poursuivi A'Salfo, avant de dévoiler les principaux actionnaires.

•Tabac
Fin de recrutement des enseignants fumeurs

Une université japonaise a annoncé ne plus recruter d'enseignants fumeurs, à moins qu'ils ne s'engagent à cesser de s'adonner à la cigarette, en plus d'une stricte interdiction de fumer sur le campus. "Nous pensons que le fait de fumer ne va pas avec celui de travailler dans l'éducation", a déclaré à l'AFP un porte-parole de l'Université de Nagasaki (sud-ouest), Yusuke Takakura, ajoutant que de telles restrictions n'entraînaient pas les libertés individuelles garanties par la loi. C'est la première université d'État à imposer de telles règles à l'embauche, selon les médias locaux.

•Technologies
Samsung repousse le lancement de son smartphone pliable

Samsung a dû se résoudre lundi à repousser le lancement de son smartphone pliable Fold pour des problèmes d'écrans défectueux, nouveau coup dur pour le groupe, trois ans après le fiasco des batteries explosives du Galaxy Note 7. Le lancement de cet appareil, présenté comme une prouesse technologique et proposé à près de 2.000 dollars aux Etats-Unis, était attendu vendredi.

Rassemblés par R.H.A